

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26 000 Valence

Valence, le 12/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TRADEBE SOLVANTS SERVICES

230 AVENUE DES AUREATS
26 000 Valence

Références : 20241112-RAP-DAEN1043

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2024, complétée le 12 novembre 2024, dans l'établissement TRADEBE SOLVANTS SERVICES implanté 230 avenue des Auréats 26 000 Valence. L'inspection a été annoncée le 14/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Une première visite du site a été réalisée le 18 juillet dernier, mais des actions de nettoyage et d'évacuation de déchets restaient à accomplir, ainsi que la mise en sécurité ou le bouchage des ouvrages de surveillance du sous-sol.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRADEBE SOLVANTS SERVICES
- 230 avenue des Auréats 26000 Valence
- Code AIOT : 0006102787
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

Le groupe TRADEBE a fait l'acquisition, en juillet 2013, de 100 % du capital de la société CHARPAIL CHIMIE, exploitant du site. Fin 2013, la raison sociale de cette société a changé, elle est devenue «TRADEBE Solvants Services» (TSS).

Les activités exercées dans l'établissement ont été autorisées initialement par arrêté préfectoral n°262 du 17 décembre 1959, elles sont essentiellement composées de stockage, régénération et remplissage-distribution de liquides inflammables de première catégorie, dont certains sont des composés halogénés.

L'arrêté préfectoral n°2657 du 17 juin 1998 réglemente actuellement les installations de l'établissement, il a été modifié par plusieurs arrêtés.

La société TSS a décidé de cesser l'activité du site. Conformément aux articles R. 512-39-1 et suivants du Code de l'environnement, elle a présenté le 4 août 2015 à la préfecture de la Drôme une notification de cessation d'activité. Son examen a fait l'objet d'un rapport de notre service le 25 novembre 2016, il est rappelé en référence.

Compte tenu des résultats des premières investigations menées dans le site, mettant en évidence l'existence de pollutions, un arrêté préfectoral encadrant le processus de dépollution du site et de suivi a été notifié à la société TSS le 25 janvier 2017. Divers travaux de dépollution ont été réalisés, et un suivi de l'évolution des concentrations en polluants dans le sol a été assuré jusqu'à début 2024.

Sur le plan administratif, la procédure de cessation définitive d'activité au titre de la législation sur les installations classées reste à clôturer : En application du paragraphe 3 de l'article R. 512-39-3 du Code de l'environnement, l'inspecteur de l'environnement disposant des attributions mentionnées au 2° du II de l'article L. 172-1 constate par procès-verbal la réalisation des travaux (dépollution, évacuation des produits dangereux et des déchets // Interdictions ou limitations d'accès au site).

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Présence de produits dangereux ou déchets	Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-39-1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	interdictions ou limitations d'accès au site	Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-39-1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Surveillance des effets du site sur son environnement.	Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-39-1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les actions de nettoyage et d'évacuation des déchets et autres produits qui s'imposaient ont été globalement réalisées. La mise en sécurité du site est acceptable, mais il est hautement souhaitable

que les travaux de reconversion du site soient entrepris sans tarder, faute de quoi, de nouvelles intrusions dans ce site seront très probablement effectuées.

Selon son propriétaire, les acheteurs (il y a plusieurs acheteurs dans la mesure où le site est découpé en plusieurs parties) souhaitent transformer rapidement les lieux, ce qui mettra fin aux risques liés aux multiples intrusions dont ce site a déjà fait l'objet.

Enfin, il est surprenant de n'avoir aucune trace visible des piézomètres Po1, Po2 et Po3 dans le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Présence de produits dangereux ou déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-39-1
Thème(s) : Risques chroniques, Produits dangereux ou déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 18/07/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 22/10/2024
Prescription contrôlée : <p>1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;</p>
Constats : <p>Les principaux locaux du site et les aires de stockage extérieures ont été visités. Les zones de petit volume déjà vues lors de la visite d'inspection effectuée le 18 juillet 2024 n'ont pas été revisitées, excepté le local permettant d'accéder au puits du site (voir point de contrôle suivant).</p> <p>La partie habitation du site (étages au-dessus des bureaux) n'a pas été visitée ; les bureaux n'ont pas été revisités.</p> <p><u>Produits dangereux</u> : L'inspection avait constaté le 18 juillet 2024 la présence d'une petite quantité de produits chimiques (moins de 10 sacs de 30 kg) contenant à priori des composés chlorés. Le propriétaire du site, présent lors de la visite, précise qu'il a pu les remettre à une société pour utilisation.</p> <p><u>Présence de zones dangereuses</u> : Sous l'auvent situé au Sud-Ouest du site se trouve un plancher en bois très dégradé dont l'accès était possible ; il est désormais isolé par des barrières. La hauteur du local situé sous ce plancher est d'au moins 3 mètres. Son accès est désormais condamné. Des segments d'anciennes canalisations sont aperçus, le propriétaire du site précise que ces canalisations sont anciennes et seront totalement démantelées par le futur propriétaire du site, dans le cadre de sa transformation.</p> <p><u>Déchets</u> : Ils étaient très nombreux et variés : Leur évacuation était indispensable pour pouvoir offrir au site un nouvel usage. Les installations électriques dégradées ont été évacuées. Notons que certaines installations sont restées en place, ce ne sont pas de déchets, et elles ne sont pas classées : Il s'agit de chaudières et d'équipements de gestion d'eau.</p> <p>L'inspection constate que le site a fait l'objet d'un nettoyage conduisant à supprimer tous les déchets significatifs.</p> <p>Il n'y a plus d'huile constatée sur le sol.</p> <p>Notons qu'à l'extérieur du site, au Sud-Est, se trouvent des déchets inertes (gravats de démolition)</p>

qui seront, selon le propriétaire actuel du site, utilisés pour combler certains trous à l'intérieur du site.

Les actions de mise en sécurité du site, de nettoyage et d'évacuation de déchets demandées ont été globalement réalisées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Interdictions ou limitations d'accès au site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-39-1

Thème(s) : Autre, Accès

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 18/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 23/07/2024

Prescription contrôlée :

2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;

Constats :

Le 18 juillet dernier, il avait été constaté un risque de chute en accédant à un sous-sol de faible volume dans lequel se trouve un puits (plaque métallique enlevée).

Il est désormais constaté que l'accès à ce puits est sécurisé par une plaque métallique, puis un tampon métallique. Une échelle permet ensuite de descendre quelques mètres plus bas, sur un caillebotis, afin de pouvoir agir si nécessaire sur certains équipements. Ce puits était utilisé pour le refroidissement des machines et alimentait le réseau de sprinklage en place dans le site.

D'autre part, l'un des accès au site n'était pas fermé à clé lors de la visite effectuée le 18 juillet dernier ; cet accès est désormais fermé à clé.

Ceci étant, le propriétaire rappelle que le site a fait l'objet de nombreuses intrusions et le sera encore si son réaménagement tarde. Il signale que les acheteurs ont hâte de prendre possession des lieux afin de les transformer.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Surveillance des effets du site sur son environnement.

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-39-1

Thème(s) : Autre, Piézomètres et piézairs

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 18/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 22/10/2024

Prescription contrôlée :

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Constats :

Piézairs :

Certains des piézairs, réalisés pour assurer le suivi des concentrations en polluants dans le sol, qui avaient été aperçus lors de la visite du 18 juillet dernier, étaient susceptibles de constituer des vecteurs de pollution.

Il est désormais constaté que les ouvrages visités sont soit bouchés de façon irréversible (béton), soit mis en sécurité (un piézair non bouché situé au Sud-Ouest du site).

Puits et piézomètres :

Selon le site internet précisé ci-dessous, un point d'eau déclaré se situe dans le site : code BSS001YZXR (08187X0167/P1), il est noté « puits 1 de Rhône Poulenc Fibres », ses coordonnées X,Y (Lambert 93) sont : X : 848838 / Y : 6422714 (m NGF). Ce point se situe à l'intérieur de la parcelle CW9. Il ne peut s'agir que du puits mentionné au point de contrôle 2.

<http://infoterre.brgm.fr/viewerlite/MainTileForward.do>

L'étude réalisée par la société ENVISOL, dont la version 1 date du 16 octobre 2019, porte notamment sur des travaux de dépollution complémentaires menés dans le site. Elle fait état à sa page 18 des informations suivantes : « **La qualité de la nappe circulant au droit du site a été évaluée au niveau des 3 piézomètres opérationnels au moment de la campagne en septembre 2019. En effet l'ouvrage Po4 était recouvert par les bétons issus du quai et le Po5 a été détruit lors des travaux d'excavation de la source de pollution.** »

Il y avait donc dans le site initialement 5 piézomètres appelés Po1 à Po5, dont 3 seulement ont pu être utilisés lors de la campagne de prélèvements réalisée en septembre 2019.

Lors d'une visite d'inspection complémentaire effectuée le 12 novembre 2024 en présence du propriétaire du site, les constats suivants ont été faits :

Les ouvrages Po1, Po2 et Po3 n'ont pas été trouvés. **Toute trace visuelle de leur existence a disparu.**

Le piézomètre Po5 se trouvait bien situé dans la zone d'excavation de matériaux toujours béante, effectuée dans le cadre des travaux de dépollution, il n'est pas visible.

Il est constaté que le piézomètre Po4 a été bouché.

Précisons qu'à la page 19 de l'étude de la société ENVISOL sus-mentionnée, figurent dans un tableau les résultats de la campagne d'analyses effectuée en septembre 2019, montrant des traces de trichloroéthylène et de tétrachloroéthylène au droit de tous les ouvrages, les concentrations mesurées sont toutes inférieures aux valeurs de l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites de qualité des eaux utilisées pour la production d'eaux potables.

Ainsi, en l'espace de 5 ans, il n'est visuellement plus possible de distinguer l'implantation des piézomètres Po1, Po2 et Po3 (voir plan d'implantation ci-dessous).

Type de suites proposées : Sans suite

Implantation des piézomètres dans le site

